COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 JANVIER 2020

L'an DEUX MILLE VINGT LE 22 JANVIER à 21 heures,
Le Conseil Municipal, sur convocation en date du 17 JANVIER 2020, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de **Monsieur Pascal WAILL, Maire de Linas.**

ETAIENT PRESENTS :

Mesdames BAUSMAYER, ONILLON, OZEEL, PIRES, Messieurs JULIÉ, MACEL, MATIAS, PECASTAING, **Adjoints.**

Mesdames CARTALADE, CUNIoT-PONSARD, KOELSCH, LECLERC, PICHOT, RAVEL, ROGER, SENIA, THIOT, VANHOVE, Messieurs BARSANTI, HERTZ, LARDIERE, MICHAUD, SOTCHE, **Conseillers.**

ABSENTS :

Madame BRUNEL donne pouvoir à Monsieur MACEL,
Monsieur FLORAND donne pouvoir à Monsieur MATIAS,
Madame MORAND donne pouvoir à Monsieur JULIE,
Madame SUFFISSEAU donne pouvoir à Madame KOELSCH,
Monsieur DESGATS,

Monsieur Maire après avoir procédé à l'appel, des adjoints et des conseillers municipaux, et constaté que le quorum était atteint, ouvre la séance à 21 H 00. L'assemblée peut valablement délibérer.

Madame Jacqueline CARTALADE est désignée secrétaire de séance.

RAPPEL DE L'ORDRE DU JOUR DE LA SEANCE

- Les décisions municipales n°24/2019 et n°01 à 03/2020

FINANCES

1. ROB (débat d'orientation budgétaire)

AFFAIRES GENERALES – PERSONNEL

2. Indemnités d'élections aux agents

SCOLAIRE – ENFANCE – JEUNESSE

3. Définition du Quotient Familial
4. Harmonisation tarification sorties et mini-séjours ALSH – MDJ

QUESTIONS DIVERSES**Monsieur le Maire rend compte des Décisions Municipales :****N° 24/2019**

La Ville de Linas ouvre des crédits complémentaires sur le chapitre 65 intitulé « autres charges de gestion courante », pour permettre le prélèvement correspondant aux sommes dues au titre du reversement de la dotation exceptionnelle CPS au SIRM, et ainsi prélever la somme de 40 667.00 € du chapitre 022 au bénéfice du chapitre 65.

- N° 01/2020** Portant Délégation du Droit de Préemption Urbain à l'établissement Public Foncier d'Ile de France (EPFIF) concernant les propriétés des conjoints LAVENANT, parcelles cadastrées AA20 et 21 au 18-20 rue Montvinet – 91310 LINAS.
- N° 02/2020** Sur le marché n° 2019-SER-04, la Ville de Linas a lancé un concours restreint de maîtrise d'œuvre concernant la construction d'une école modulaire de 9 classes ainsi que d'une cuisine centrale de 2000 repas par jour. Le jury de concours est composé des membres élus de la CAO ainsi que d'au moins un tiers des membres ayant la qualification professionnelle particulière exigée (inscrit à l'ordre des architectes).
- N° 03/2020** La Commune de Linas accorde à Madame Josette GOMILA le bénéfice de la protection fonctionnelle, afin de mener une action en justice avec le Cabinet SEBAN et associés (RCS434 838 314), contre Madame Nathalie PORQUET pour dénonciation calomnieuse.

1 – ROB (DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE) **Délibération n° 09/20**

Sur rapport de Monsieur MACEL :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'en vertu des articles L. 2312-1 et D. 2312-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifiés par la loi NOTRE du 7 août 2015 et le décret 2016-841, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette est présenté dans les deux mois précédant l'examen du budget.

« Ce rapport doit comporter les informations suivantes :

1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.

2° La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes, et le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.

3° Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget. »

L'article 13 de la loi de Programmation des Finances Publiques pour 2018-2022 dispose en outre qu'à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant :

1° L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur ;

2° L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Ce rapport donne lieu à un débat et à une délibération spécifique.

VU les travaux du Comité Finances du 6 janvier 2020,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
À LA MAJORITÉ MOINS 10 CONTRE (listes LINAS AUTREMENT, OXYGENE et LINAS
AVANT TOUT),**

PREND ACTE de la tenue du débat sur le rapport d'orientations budgétaires,

APPROUVE les orientations budgétaires pour 2020 concernant le budget de la Ville ;

DIT que, conformément aux articles D2312-3 -C, L2313-1 et R2313-8 du CGCT, le Rapport d'Orientations Budgétaires sera, dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante,

- transmis au président de la Communauté d'Agglomération Paris Saclay ;
- mis à la disposition du public à l'hôtel de ville, le public étant avisé de cette mise à disposition par tout moyen ;
- mis en ligne sur le site web de la Commune dans un délai maximum d'un mois.

2 – INDEMNITES D'ELECTIONS AUX AGENTS Délibération n° 10/20

Sur rapport de Monsieur JULIÉ :

Par délibération du 19 novembre 2014 prise après avis du CTP du 6 novembre 2014, le Conseil Municipal a approuvé, dans le cadre de la mise en place du régime indemnitaire des agents municipaux, la fixation des indemnités pour travaux supplémentaires liés aux élections, à un forfait de 200 € bruts par jour.

Par la suite, suite à une demande de précision émanant des agents, il a été précisé que ce forfait devait s'entendre comme équivalent à une journée de 8 h soit 25 € bruts de l'heure.

Cette délibération, dont cette partie n'a pas été abrogée lors de la mise en place du RIFSEEP par délibération du 9 janvier 2017, est donc toujours en vigueur mais ne respecte pas la législation actuelle.

En effet, les heures supplémentaires effectuées par les agents, en dehors de leurs heures normales de service, à l'occasion des élections, sont, au choix de l'autorité territoriale :

1) Compensées par une récupération pendant les heures normales de service ;

2) Indemnisées, selon la catégorie de personnel, sous la forme suivante :

- Agents de catégories C et B : la règlementation des heures supplémentaires s'applique.

$$H = \frac{\text{Traitement brut annuel} + \text{indemnité de résidence} + \text{NBI}}{1820 \text{ (heures)}}$$

Pour un dimanche de scrutin, la rémunération horaire habituelle est donc multipliée par 1,25 pour les 14 premières heures et majorée de 2/3 au titre du dimanche, ou doublée la nuit (au-delà de 22h00).

Exemple : agent avec un Traitement indiciaire brut mensuel de 1532 €, une IR de 46 € et une NBI de 47€, pour un cumul annuel de 19 500 €:

$$H = 19500 / 1820 = 10,71\text{€} / \text{h.}$$

Majoration de 1,25 puis 1,66 pour dimanche : l'heure supplémentaire vaut 22,23€ brut.

Si l'agent travaille habituellement à temps partiel, l'indemnité se calcule comme des heures complémentaires.

- Agents de catégorie A : indemnité forfaitaire (IFCE)
Article 5 de l'arrêté du 27 février 1962 modifié par arrêté du 19 mars 1992 :

L'indemnité forfaitaire complémentaire sera allouée dans la double limite :

1° D'un crédit global obtenu en multipliant : nombre de bénéficiaires (agents de cat A : 6 à Linas) * valeur maximum (1091,71 €/an soit 90,98 €/mois) de l'indemnité forfaitaire mensuelle pour travaux supplémentaires des attachés territoriaux de 2e classe * coefficient de 0 à 8 à délibérer par la Collectivité.

En supposant le coefficient = à 2, le crédit global est donc de 1091,71 €.

2° D'une somme individuelle au plus égale au quart de l'indemnité forfaitaire annuelle maximum des attachés territoriaux de 2e classe, multiplié par le coefficient de 0 à 8 délibéré par la Collectivité. En supposant le coefficient égal à 2, l'indemnité individuelle est plafonnée à 545,85 €

La collectivité devra délibérer sur les éventuels critères de répartition entre les 6 agents éligibles. Il est proposé : à part équivalente, soit 1/6^e.

Les forfaits résultant de cette évaluation pourront être multipliés par le nombre de tours de scrutin.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRES EN AVOIR DEBATTU,
A L'UNANIMITÉ,**

- ABROGE** la délibération du 19 novembre 2014 fixant pour tous les agents une indemnité forfaitaire pour élections ;
- DIT** que les agents de catégorie C et B percevront l'iHTS conformément à la réglementation en matière d'heures supplémentaires ;
- CREE** pour les agents de catégorie A une IFCE, en précisant les points suivants :
- Le montant de référence pour le calcul de cette indemnité sera le taux moyen de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires du grade d'attaché territorial (IFTS de deuxième catégorie) affecté d'un coefficient multiplicateur de 2 (*) ;
 - Il n'est pas instauré de critère de répartition entre les agents concernés, chacun pourra bénéficier du crédit global réparti par le nombre de bénéficiaires éligibles.
- DIT** que l'IFCE sera calculée au prorata du temps consacré, en dehors des heures normales de service, aux opérations liées aux élections présidentielles, législatives, régionales, départementales, municipales, européennes, et les consultations par voie de référendum ;
- DIT** que les dépenses en résultant seront inscrites au budget de l'exercice.

3 – DEFINITION DU QUOTIENT FAMILIAL Délibération n° 11/20

Sur rapport de Madame BAUSMAYER :

Monsieur le Maire informe que le mode de calcul du quotient familial est régi à Linas par une délibération du 3 septembre 2014. Cette dernière avait permis de se rapprocher de la définition du quotient familial mise en place par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales.

Chaque année, la CAF calcule automatiquement les droits des familles éligibles aux prestations CAF à partir des revenus déclarés et délivre aux bénéficiaires des attestations de paiement et/ou du quotient familial.

Afin de gagner en cohérence, et de simplifier les démarches pour les familles, il est proposé d'harmoniser totalement la définition du QF de la Ville de Linas avec celle de la CAF.

VU les travaux du Comité Enfance-scolaire du 17 octobre 2019,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRES EN AVOIR DEBATTU,
A L'UNANIMITÉ,**

ABROGE la délibération du 3 septembre 2014 ;

DIT que pour les usagers éligibles CAF : le quotient familial s'appliquera sur présentation d'une attestation de paiement et de quotient familial délivrée par la CAF pour le dernier mois écoulé ;

DIT que pour les autres usagers non éligibles CAF : le mode de calcul du quotient familial sera le même que celui calculé par la CAF, à savoir :

1/12e des ressources annuelles + prestations familiales mensuelles perçues
nombre de parts

- Les ressources annuelles sont : celles de l'avis d'imposition du ménage de l'année n-1 tous revenus, y compris revenus fonciers, capitaux mobiliers, pensions, etc., avant tous abattements fiscaux (pour les employeurs et travailleurs indépendants, avant report des déficits antérieurs) et sans déduction des frais réels (seules les pensions alimentaires versées sont déduites) ;
- Les prestations familiales : celles qui ont été versées au titre du mois précédent. Toutes les prestations légales sont prises en compte à l'exception de :
 - l'allocation de rentrée scolaire
 - la prime de déménagement
 - l'allocation d'éducation spéciale "retour au foyer"
 - la prime à la naissance et à l'adoption
 - le complément de libre choix du mode de garde de la PAJE (Prestation d'accueil du Jeune Enfant)
- Les revenus de substitution (RSA, API, APJE, AAH, bourse d'étude)
- Le nombre de parts se calcule de la façon suivante :

- Parent isolé ou couple de parents	: 2 parts
- 1er ou 2e enfant	: 0,5 part
- 3e enfant	: 1 part
- 4 ^{ème} enfant et suivant	: 0,5 part
- Enfant handicapé quel que soit son rang	: 1 part

 Ne sont pris en compte que les enfants à charge bénéficiaires de prestations familiales.

DIT que ce mode de calcul s'appliquera à compte du 1er septembre 2020.

**4 – HARMONISATION TARIFICATION SORTIES ET
MINI-SEJOURS ALSH – MDJ
Délibération n° 12/20**

Sur rapport de Madame BAUSMAYER :

Monsieur le Maire informe que dans le but de faciliter l'intégration des enfants de CM2 du centre de loisirs à la maison des jeunes, sont organisées, de janvier à juin, des rencontres pour des activités communes : construction du Bineau, ateliers pâtisseries, jeux de société, grands jeux et activités manuelles diverses.

Afin de renforcer ces passerelles, la Commune souhaite mettre en place des sorties et mini-séjours communs.

A ce jour, la tarification des mini-séjours se décompose comme suit :

- sur le centre de loisirs : prix d'une journée + 2 repas x le nombre de jours du séjour
- sur la Maison des jeunes :

	Tranche 1 0 à 561,93	Tranche 2 561,94 à 1399,48	Tranche 3 1399,49 à 1710,48	Tranche 4 1710,49 et plus
Coût à la charge des familles	60 %	70 %	75%	80%

VU les travaux du Comité Scolaire - Enfance du 17 octobre 2019,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRES EN AVOIR DEBATTU,
A L'UNANIMITÉ,**

HARMONISE la tarification des séjours et mini-séjours et grandes sorties des accueils de loisirs en s'alignant sur le tarif appliqué pour la Maison des Jeunes.

DIT que le tarif des petites sorties reste inchangé, à savoir coût d'une demi-journée ou journée d'accueil de loisirs, y compris pour la Maison des jeunes.

CREE un tarif enfant du personnel correspondant à la tranche 2 soit 70 % du cout total du séjour ou de la sortie.

DIT que ce mode de calcul sera exécutoire de plein droit dès publication de la délibération.

QUESTIONS DIVERSES TRAITEES

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h45.

AFFICHE LE : 29/01/2020